

EPU Madagascar – Les violations des droits humains dans le sud de Madagascar

Women's International League for Peace and Freedom – 24/03/15

Nous remercions le gouvernement malgache pour sa participation au mécanisme de l'EPU. Nous demeurons préoccupées par l'insécurité humaine et les exécutions extrajudiciaires commises par les forces de l'ordre depuis 2012 notamment dans le sud de Madagascar riche en ressources minières.

Sous couvert de lutter contre les voleurs de zébus (dahalo), le gouvernement a procédé à de véritables massacres dans cette région de Madagascar à travers les opérations " Tandroka" et "Coup d'arrêt". Depuis 2012, les deux opérations ont fait plus de 1100 victimes selon la presse et la Gendarmerie Nationale.

Les forces de l'ordre ont continué, en toute impunité, à commettre des crimes. Ainsi, Monsieur Ludovic, un ancien élu, maire de Mandromondromotra – Fort Dauphin, est froidement abattu le 17 janvier 2015.

Durant l'année 2014, les paysans de plusieurs villages de la région Anosy affirment avoir été victimes de torture, viol, vols de biens par les forces de l'ordre ou des bandits armés. Un enfant aurait été brûlé vif par les forces de l'ordre, devant les villageois dans le village de Tsivory. En août 2014, les forces de l'ordre débarquent dans le village d'Andranomena commune de Tranoroa pour fusiller un citoyen nommé Zafelily.

Nous regrettons que le rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires n'ait pas pu effectuer sa visite.

Nous demandons instamment l'ouverture d'une enquête crédible et indépendante sur les exactions commises par les forces de l'ordre durant les opérations "Tandroka" et "Coup d'arrêt".

Nous exhortons le gouvernement malgache à permettre au rapporteur spécial sur les exécutions extra-judiciaires, d'examiner la situation et de faire effective l'invitation ouverte à toutes les procédures spéciales de ce Conseil.

Nous demandons au gouvernement malgache de prendre des mesures adéquates pour assurer la sécurité humaine.

Source : <http://reliefweb.int/report/madagascar/epu-madagascar-les-violations-des-droits-humains-dans-le-sud-de-madagascar>